

MILITANT COMMUNISTE



BULLETIN DU COLLECTIF MILITANT COMMUNISTE

Numéro 23 – livret 2 -

militant@militcom.org

septembre 2008

CE QU'EST L'IMPERIALISME ET LA LIGNE A APPLIQUER POUR LE COMBATTRE

Le sophisme selon lequel « les ennemis de nos ennemis sont nos amis » est aujourd'hui largement cultivé dans le mouvement communiste (ou qui s'autoproclame comme tel) et donne lieu à des analyses et à des positionnements politiques totalement erronés concernant l'impérialisme dans ses réalités actuelles.

Ainsi, pour la plupart des organisations qui s'étiquettent communistes, l'impérialisme étasunien et ses alliés actuels européens sont caractérisés comme « L'impérialisme » (c'est-à-dire le seul !) et tout pays (ou groupe de pays) qui s'y oppose se voit gratifié de toutes les vertus anti-impérialistes. Il y a d'un côté l'impérialisme (l'impérialisme US et l'UE) et de l'autre, les anti-impérialistes (la Russie, la Chine en particulier). Comme au temps où le camp socialiste existait encore, où il était lié aux luttes anti-coloniales de libération nationale et où ensemble, ils affrontaient l'impérialisme composé alors des impérialismes occidentaux, nord-américain et européens, alliés au Japon.

Selon certains de ces « communistes », le couple Poutine-Medvedev, héritier de la contre-révolution en URSS, est du coup considéré comme un défenseur de la paix mondiale qu'il faut soutenir inconditionnellement.

Et la Chine, quant à elle, se voit même décerner des diplômes de socialisme ! Ses nouveaux admirateurs -au premier rang desquels se distinguent bizarrement les anciens pourfendeurs de la Chine de mao- applaudissent et s'extasient devant ses « succès économiques » et devant ses avancées politiques et géostratégiques en Asie, en Afrique et en Amérique latine.

Tous ceux qui, dans le mouvement communiste adoptent de telles positions se voilent tout simplement la face. Pour les plus anciens, ils reproduisent tout simplement une nouvelle fois les mêmes erreurs qui les ont rendus aveugles, à l'époque, devant la restauration du capitalisme en Union Soviétique et la mutation de l'internationalisme prolétarien en social-impérialisme

Ceux-là refusent de voir la réalité en face, de regarder derrière les apparences et d'analyser scientifiquement l'essence des phénomènes.

Oser aller contre-courant, reconnaître ses erreurs n'est certes pas toujours facile il est vrai. Faut-il pour autant courir derrière le cortège qui rassemble des ex-maoïstes repentis (comme le Parti du Travail de Belgique) et tous ceux qui, sortis depuis peu des partis révisionnistes, se sont réveillés quand tout était joué, au dernier acte de la tragédie du retour au capitalisme en

URSS et sans comprendre comment on en était arrivé là ?

Le Collectif Militant Communiste critique cette facilité qui est à l'opposé de l'attitude communiste marxiste-léniniste face à la réalité.

Le CMC estime au contraire comme un devoir révolutionnaire de ne pas s'accrocher aux préjugés, et de recourir à la méthode scientifique matérialiste dialectique, c'est-à-dire d'appliquer la théorie marxiste-léniniste à l'analyse concrète de l'impérialisme dans le monde actuel pour répondre à ces questions : **quels sont les pays impérialistes aujourd'hui ? L'impérialisme se limite-t-il à l'impérialisme occidental (US et UE) ? Et une fois les réponses apportées, d'en tirer les conséquences et les positionnements politiques.**

Tel est le propos de cet article.

Pour commencer, qu'est-ce que l'impérialisme ?

Dans son œuvre fondamentale L'IMPERIALISME STADE SUPREME DU CAPITALISME, Lénine écrit : *« Si les capitalistes se partagent le monde, ce n'est pas en raison de leur scélératesse particulière, mais parce que le degré de concentration déjà atteint les oblige à s'engager dans cette voie afin de réaliser des bénéfices ; et ils le partagent « proportionnellement aux capitaux », « selon les forces de chacun », car il ne saurait y avoir d'autre mode de partage en régime de production marchande et de capitalisme. Or, les forces changent avec le développement économique et politique ; pour l'intelligence des événements, il faut savoir quels problèmes sont résolus par le changement du rapport des forces ; quant à savoir si ces changements sont « purement » économiques ou extra-économiques (par exemple, militaires), c'est là une question secondaire qui ne peut modifier en rien le point de vue fondamental sur*

l'époque moderne du capitalisme. Substituer à la question du contenu des luttes et des transactions entre groupements capitalistes la question de la forme de ces luttes et de ces transactions (aujourd'hui pacifique, demain non pacifique, après-demain de nouveau non pacifique), c'est s'abaisser au rôle du sophiste. »

En clair, un Etat impérialiste peut être non pacifique aujourd'hui, pacifique demain, non pacifique le surlendemain. Quoi qu'il en soit, le caractère agressif ou non agressif d'un Etat ne suffit pas à le classer comme Etat impérialiste ou non. Le fait que les impérialismes étasunien et européens soient aujourd'hui les plus militairement agressifs n'implique pas qu'ils soient les seuls impérialismes.

Comme le dit Lénine, c'est le contenu (l'essence) et non la forme (l'apparence) qui est déterminant.

Dans le même ouvrage, Lénine définit les critères de l'impérialisme :

- la concentration de la production et du capital parvenue à un développement si élevé qu'elle a créé **les monopoles dont le rôle est décisif dans la vie économique ;**

- la fusion du capital bancaire et du capital industriel, et la création sur la base de ce capital financier, d'une oligarchie financière ;

- l'exportation des capitaux, à la différence de l'exportation des marchandises, prend une importance toute particulière ;

- la formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde ;

- la fin du partage territorial du globe entre grandes puissances capitalistes.

Certes, il est nécessaire d'analyser concrètement, pour chaque impérialisme, comment s'exercent dans leurs rapports relatifs ces caractéristiques fondamentales dans les conditions actuelles où elles s'appliquent. Mais à notre sens aucun des critères définis par Lénine n'est contredit ni par la prétendue « mondialisation », ni par le

développement des technologies nouvelles. Pour nous, ces facteurs économiques et technologiques nouveaux ont au contraire un effet d'amplification des critères définis par Lénine.

Pour en venir au fait, quels sont les pays dont l'économie est aujourd'hui sous la conduite des monopoles, où le capital bancaire et le capital industriel ont fusionné, où l'oligarchie financière dirige la vie économique et politique en agissant directement au travers de ses liens avec l'appareil de l'Etat, qui exportent du capital financier, et qui luttent pour s'approprier la plus large part dans le partage du monde ?

Il en existe une trentaine qui, même en ayant suivi des processus et des rythmes différents, correspondent à ce stade. Ce nombre, qui est en augmentation, aiguise logiquement les rivalités entre les plus anciens bien-sûr, mais aussi et en particulier entre les plus anciens et les derniers venus qui viennent leur disputer le morceau ! Nous ne pourrions pas tous les passer en revue ni, dans le cadre de cet article aller dans le détail de l'analyse concrète. Nous retiendrons donc les principaux faits qui nous paraissent incontestables pour les caractériser comme pays impérialistes.

Commençons par ceux pour qui la question ne se pose pas.

LES USA

Cet impérialisme, devenu l'impérialisme le plus puissant à la faveur de la deuxième guerre mondiale, s'est élargi en particulier à l'Europe occidentale, à une partie de l'Asie et au Moyen-Orient. Sur le plan géostratégique, son expansionnisme planétaire a néanmoins été bloqué après cette guerre par l'URSS et le camp socialiste, par les victoires des guerres de libération nationale, au premier chef par la révolution chinoise anti-impérialiste et démocratique.

La contre-révolution en URSS et le système social-impérialiste qui a suivi n'ont pas permis à l'impérialisme US de percée immédiate en direction de la sphère d'influence soviétique mais fourni les conditions politiques préparatoires à son offensive économique et politique à venir. En revanche, l'effondrement de l'URSS comme puissance impérialiste rivale a ouvert la voie de la pénétration impérialiste étasunienne dans cet espace, et à l'intérieur même à l'intérieur du territoire de l'ex-Union Soviétique.

Aujourd'hui, l'impérialisme US est de loin le poids lourd de l'impérialisme mondial. Par son PIB, par ses exportations de capitaux, ses exportations de marchandises, sa puissance financière fondée sur l'hégémonie du dollar.

Sur le plan géostratégique, les Etats-Unis sont présents militairement sur l'ensemble des continents, et cette présence est en extension (en Europe de l'est et du sud, en Afrique). Cet hégémonisme colonial qui passe aussi par des stratégies politiques n'est pas sans créer des contradictions entre les puissances euro-atlantiques (la France en particulier) et avec d'autres impérialismes plus récents comme la Chine et l'Inde.

L'une des grandes questions qu'il faut poser sur l'impérialisme US est celle de savoir si cet impérialisme n'est pas un colosse aux pieds d'argile. Car il est indéniable qu'il montre des faiblesses et des signes de difficulté dans sa domination. (chute du dollar, crise financière, dépendance énergétique, crise budgétaire profonde liée aux dépenses militaires nécessitées par le nombre croissant d'interventions militaires dans le monde, contestation de son hégémonisme par d'autres impérialismes et des bourgeoisies nationales désireuses de marchander leurs services à d'autres impérialismes.) Ces facteurs font de l'impérialisme US le plus visible, car le plus gros et le plus agressif.

LES IMPERIALISMES EUROPEENS

En particulier la France, l'Angleterre et l'Allemagne sont les plus anciens et les plus puissants. Suivent l'Espagne et l'Italie.

Ces impérialismes se sont directement affrontés économiquement et militairement, au cours de l'Histoire, pour le partage des colonies, jusqu'à la défaite militaire de l'Allemagne nazie à l'issue de la deuxième guerre mondiale.

L'enjeu de leurs guerres inter-impérialistes a tourné essentiellement autour du partage de l'Afrique, de l'Asie et du Moyen orient et aussi de l'Europe de l'est et du sud-est, en alliance ou en rivalité avec la Russie tsariste.

Après la deuxième guerre mondiale, leurs rivalités n'ont pas disparu ; mais face à des rivaux plus importants (USA, Russie, Chine notamment). L'Allemagne et la France ont impulsé un bloc impérialiste, l'Union Européenne (UE).

Avec la France et l'Allemagne, participent à cette UE les autres pays impérialistes d'Europe (Italie, Espagne, Belgique, pays-bas, Luxembourg, pays nordiques) et les pays de l'ex- Comecon d'Europe de l'est et du sud-est.

Rivaux entre eux, alliés contre des blocs concurrents, les pays adhérents de l'UE constituent une alliance aléatoire, à géométrie et à visées variables. Les pays de l'UE hésitent constamment (et se divisent) entre leur alignement derrière l'impérialisme US et une introuvable stratégie commune purement européenne. La suprématie militaire américaine et les liens étroits de certains Etats européens avec les USA induisent principalement une position de suivisme à leur égard.

Cependant, nombre de pays européens sont dépendants de la Russie pour leur approvisionnement en éner-

gie notamment et hésitent sur leurs liens d'allégeance à l'égard des Etats-Unis.

Dans l'UE, l'impérialisme allemand est le plus puissant. Son PIB, le 4^{ème} mondial, repose sur la puissance de ses monopoles industriels et ses exportations de marchandises. Ses exportations de capitaux le mettent en 3^{ème} place après la France, l'Espagne et le Luxembourg.

L'impérialisme français, le nôtre, est contesté dans son ancien pré-carré africain et au moyen-orient. Non seulement par la pénétration chinoise, mais aussi par les visées de ses alliés américains. Les monopoles français ont donc de plus en plus de difficultés à négocier leurs affaires avec les bourgeoisies compradores au pouvoir dans les pays qu'ils dominent. La politique géostratégique actuelle de l'Etat impérialiste français est variable : jouer « perso » quand c'est possible, se mettre dans le sillage étasunien quand c'est nécessaire, s'allier à d'autres impérialismes quand c'est opportun. La présence de l'armée française en Afrique et sa participation à des missions militaires euro-atlantiques ou de l'ONU exprime la volonté de l'impérialisme français de prolonger sa domination coloniale (ou néo-coloniale) et de défendre ses positions face à ses concurrents.

Le capital financier français est le premier exportateur européen d'IDE (Investissements Directs à l'Etranger), c'est-à-dire le premier exportateur européen de capitaux).

LE JAPON

Cet impérialisme a tendance être oublié (pas d'activités armées à l'extérieur, pas d'activités politiques internationales spectaculaires), mais il n'en demeure pas moins la deuxième économie mondiale avec un PIB de 4340 milliards de dollars en 2006 et des exportations de capitaux doublées

par rapport aux années 2000/2005 (moyenne 2000/2005= 25, 4 milliard de dollars par an), 2006 : 50 milliards de dollars, dont 34% en Asie (Chine, Vietnam, Inde principalement). De même, de 1994 à 2004 le rapport exportations de marchandises/ importations dont les volumes ont presque doublé, a progressé au profit des exportations.

Le Japon donc, même s'il ne montre pas actuellement d'agressivité militaire active (c'est le 2^{ème} budget militaire du monde quand même, après les USA !), reste donc l'impérialisme n° 2, allié à l'impérialisme américain. (allié et rival, bien-sûr, comme dans toute alliance inter-impérialiste)

LA RUSSIE

Du socialisme aux monopoles capitalistes et à l'impérialisme :

La contre-révolution révisionniste bourgeoise de 1956 a d'abord transformé en quelques années la grande URSS socialiste en grande puissance social-impérialiste (socialiste en apparence, impérialiste en essence).

Pourquoi ?

Parce que la propriété socialiste des moyens de production était propriété de l'Etat socialiste, et que l'Etat socialiste de dictature du prolétariat avait logiquement et justement poussé à un degré jamais atteint dans aucun pays capitaliste, la concentration de l'appareil productif et financier dans les mains de la classe ouvrière.

Après les réformes krouchtchéviennes, quand les couches supérieures qui dirigeaient l'appareil d'Etat et celles qui dirigeaient l'économie se furent libérées de la dictature du prolétariat et que le profit devint le critère de base des entreprises, ces couches se trouvèrent à la tête de super-monopoles, et elles les firent fonctionner comme tels pour faire produire de la plus-value partagée entre les diffé-

rents strates de la nouvelle bourgeoisie ainsi créée.

Pour les marxistes léninistes, même si les couches petites bourgeoises (intellectuels, cadres intermédiaires de l'appareil d'Etat, de l'industrie et du commerce, petits producteurs de l'agriculture) ont, pour une partie d'entre elles, applaudi et soutenu la contre-révolution, le capitalisme monopoliste en URSS ne s'est pas construit concrètement à partir de la concentration progressive de forces productives petites ou moyenne bourgeoise, mais bel et bien par la transformation directe de la propriété socialiste en propriété monopoliste d'Etat, et ce dès l'application des mécanismes de l'économie capitaliste.

La formation de la classe bourgeoise monopoliste s'est faite sur la base de l'économie capitaliste monopoliste d'Etat, c'est-à-dire au départ à partir des éléments dégénérés de l'appareil de l'Etat et de l'économie qui étaient déjà en place et qui, avec les réformes révisionnistes, ont pu faire fonctionner les entreprises d'Etat comme des grands patrons, en appliquant les lois et les mécanismes économiques du capitalisme.

En URSS, le capitalisme sous sa forme monopoliste a été restauré par en haut, par l'appareil politique et économique de l'Etat et non par le bas, par une inconcevable concentration de petites et moyennes entreprises privées conduite par les lois du capitalisme concurrentiel.

Le développement d'entreprises privées, moyennes ou petites, liées aux monopoles a accompagné ou suivi le processus, mais ne l'a pas précédé. En même temps que s'est élargie l'économie concurrentielle, s'est constituée et développée une bourgeoisie capitaliste privée, propriétaire de ses moyens de production ou d'échange, de plusieurs dizaines de millions d'individus.

Mais, qu'on soit d'accord ou pas avec cette analyse de la restauration du

capitalisme en URSS, il y a un fait incontestable : la Russie de Poutine-Medvedev répond à tous les critères léninistes de l'impérialisme : La Russie est un Etat impérialiste.

Au regard de l'ex-URSS social-impérialiste qui étendait sa domination sur un vaste empire euro-asiatique et dans les autres continents, la Russie est un impérialisme affaibli. Son PIB est le 9^{ème} dans le monde. La zone d'influence directe de la Russie se réduit aujourd'hui à quelques anciennes républiques de l'ex-URSS et à quelques pays alliés anciens comme Cuba ou la Serbie.

La Russie s'efforce et réussit parfois à regagner du terrain, en s'appuyant sur l'opposition de certains pays à l'hégémonisme de l'impérialisme étatsunien. Elle a marqué quelques points, sur ce terrain en Amérique latine, au moyen orient et peut-être en Afrique.

La base économique et financière de l'impérialisme russe aujourd'hui repose essentiellement sur ses immenses réserves naturelles et particulièrement sur sa production énergétique en pétrole, en gaz et en bois, auxquelles il faut ajouter ses ressources minières. Les capacités d'exportation des monopoles dans ces secteurs (gazprom...) permettent au capital financier (privé ou sous le contrôle de l'Etat) d'exporter une partie de la rente de ces produits dans un espace limité (en fonction des capacités d'exportation de ces capitaux et des opportunités géostratégiques qui se présentent.)

La Russie est le premier exportateur d'armes dans le monde, ce qui la rend capable non seulement de peser sur la politique et sur les choix économiques de ses clients, mais aussi d'accroître les capacités financières du complexe monopoliste militaro-industriel.

En conclusion, la Russie est un pays capitaliste où les monopoles conduisent l'économie, un pays qui exporte des capitaux, un pays qui rivalise avec d'autres pays pour le partage du

monde : c'est un pays capitaliste-impérialiste comme les autres.

L'impérialisme russe est tout sauf un impérialisme pacifique. Là où il le peut, il opprime ses colonies par la violence des armes, et il rivalise avec les impérialismes occidentaux pour la domination militaire du monde. Il est comme les autres impérialismes un fauteur de guerres coloniales et inter-impérialistes.

LA CHINE

La Chine... ultime illusion pour beaucoup de communistes, même chez ceux qui crachèrent dessus quand elle défendit des positions révolutionnaires face à la trahison révisionniste krouchtchéviennne.

Comment admettre en effet que ce pays où l'on voit autant de drapeaux rouges, où un parti dit communiste détient le pouvoir d'Etat, un pays toujours proclamé socialiste (de marché, il est vrai !) avec un discours anti-impérialiste-américain, où Mao est toujours célébré, bref, une Chine presque comme avant... Comment accepter qu'il ne s'agit là que d'apparences, toutes les apparences d'un pays socialiste, mais que des apparences ?

Car il ne s'agit là que d'apparences, malheureusement, comme ce fut le cas pour l'URSS après la contre-révolution khrouchtchéviennne.

L'essence, elle, est d'une autre nature. Laissons de côté les convictions anciennes ou encore présentes selon lesquelles la Chine aurait été un pays socialiste. Qu'en est-il aujourd'hui ?

La Chine est de fait un pays impérialiste. Un pays émergent, inoffensif et amis des peuples pensent les naïfs. Un pays impérialiste en plein essor, dominé par des monopoles dont le but est de conquérir le monde, et qui avance ses pions à travers la planète grâce à des atouts politiques et économiques déterminants et une stratégie d'expansion habile menée par l'Etat

chinois s'appuyant sur le soutien aux régimes en place sans considérations idéologiques aucune.

Attirant les capitaux d'autres pays impérialistes à la recherche de surprofits réalisés par l'exploitation d'une main d'œuvre sous-payée, la Chine connaît une croissance record et vient de prendre à l'Allemagne sa place de 3^{ème} économie mondiale. Certes, son PIB ne représente encore qu'1/5^{ème} du PIB des USA. Mais quand on considère d'un côté les faiblesses de ces derniers, et de l'autre l'expansion continue de l'économie intérieure chinoise, la force de ses exportations de marchandises et ses capacités financières impressionnantes lui permettant d'investir du capital à l'étranger, non seulement en Afrique où elle fait une percée spectaculaire ou en Asie du sud-est mais y compris dans les métropoles impérialistes occidentales (même aux USA !) il faut admettre que la Chine est devenue et deviendra toujours plus dans les années qui viennent un facteur actif et déterminant des rivalités inter-impérialistes dans le monde.

Les enjeux actuels des rivalités inter-impérialistes et la politique des communistes pour combattre le système impérialiste mondial.

Nous avons examiné les principaux impérialismes. Pour être plus complet, il faudrait ajouter les autres impérialismes anciens, comme les vieux pays d'Europe de l'Ouest (Belgique, Italie, Espagne...) ou de l'Amérique comme le Canada, les impérialismes émergents comme l'Inde, le Brésil, l'Afrique du sud...

Le développement inégal du capitalisme entraîne des changements dans la structure du système impérialiste

mondial. Un nouveau venu peut concurrencer efficacement un impérialisme plus ancien. Un impérialisme dominant peut décliner. Un autre peut prendre sa place.

Chaque impérialisme, grand ou petit, défend ses propres intérêts. Quelles que soient ses apparences, pacifiques ou agressives (qui peuvent d'ailleurs s'inverser, souvenons-nous du bombardement du Vietnam par la Chine à la fin des années 70) chacun a pour objectif d'exporter du capital et de vendre des marchandises pour réaliser le maximum de profits et le taux de profit le plus élevé possible.

Bien entendu, dans cette course, les petits Etats impérialistes n'ont pas les moyens de réaliser seuls leurs ambitions. C'est pourquoi ils s'accrochent à un impérialisme puissant ayant les moyens économiques et militaires nécessaires pour dominer telle ou telle partie du monde.

Les grands pays impérialistes eux-mêmes, même s'ils sont fondamentalement rivaux réalisent des alliances plus ou moins solides et durables autour d'objectifs géostratégiques convergents.

C'est pourquoi les pays impérialistes grands et petits constituent des blocs rivaux qui s'affrontent pour se partager le monde.

L'approvisionnement en pétrole, en gaz et en minerais divers est aujourd'hui l'enjeu principal des rivalités inter-impérialistes. C'est pourquoi ce sont les régions du monde où ces produits sont présents en abondance qui sont les cibles stratégiques et l'objet des rivalités ouvertes des blocs impérialistes. Il s'agit essentiellement du Moyen Orient, du Caucase, de l'Asie moyenne, de l'Afrique et de l'Amérique centrale. L'autre enjeu, c'est l'acheminement de ces produits vers les métropoles impérialistes et sur d'autres espaces de vente. Cela explique les batailles géostratégiques pour le

contrôle des « routes du pétrole et du gaz » en Europe, dans les Balkans, en Asie mineure, au Moyen-Orient et principalement dans la région du golfe persique.

Voir des enjeux idéologiques dans cette guerre de vautours qui oppose les blocs occidentaux et le bloc rival en formation autour de la Russie, de la Chine et de l'Inde, c'est rêver tout éveillé. Tous défendent les intérêts de leurs monopoles, tous visent le profit et l'exportation des capitaux ; il n'en ont RIEN à faire des intérêts des peuples ! Tous sont des ennemis des peuples. Ils exploitent tous leur prolétariat national ; ils pillent tous les richesses des nations et des peuples qu'ils dominent, même si parfois, cette domination prend les apparences d'une « aide ». Ils sont tous prêts à transformer leurs prolétaires en chair à canon pour mener des guerres impérialistes ou inter-impérialistes.

Les communistes n'ont pas le droit d'ignorer ou d'occulter ces réalités.

Bien entendu, notre combat contre l'impérialisme occidental et contre le nôtre en particulier (car c'est le seul qu'on puisse concrètement atteindre autrement qu'en paroles) est primordial. Mais ce combat doit se faire dans la clarté, directement. Pas en soutenant d'autres

impérialismes, pas en trompant les travailleurs sur la nature des impérialismes qui s'opposent aux impérialismes occidentaux.

Si un jour une guerre inter-impérialiste éclatait, nous devrions entraîner les ouvriers français à combattre cette guerre en la transformant en révolution. Les communistes américains, russes ou chinois devraient suivre le même objectif.

C'est ainsi que les communistes luttent contre la guerre et pour la révolution. Ni en soutenant leur propre bourgeoisie impérialiste contre un autre impérialisme, ni, sous prétexte de la combattre en soutenant une bourgeoisie impérialiste rivale.

Les communistes des pays impérialistes utilisent les situations créées par les rivalités inter-impérialistes pour combattre leur propre impérialisme et progresser vers la révolution ; ils ne combattent pas le système impérialiste en soutenant un impérialisme contre un autre.

**Le Collectif Militant Communiste
Août 2008**

20 SOCIÉTÉS CHINOISES PARMIS LES 500 PLUS GRANDES AU MONDE

Elles sont 20 à avoir pris place en 2006 dans le classement du magazine Fortune des plus grandes entreprises du monde. Le Boston Consulting Group a quant à lui identifié 100 "new global challengers", c'est-à-dire futurs champions internationaux. Parmi ces 100, 44 sont chinoises. (données JDN économie)

Quelques exemples (liste plus complète sur notre site)

China Mobile Le premier opérateur mobile de Chine totalise 290 millions de clients, ce qui en fait le plus gros opérateur mobile du monde. La société est issue de la restructuration du secteur des télécommunications chinois en 2000.

Chiffre d'affaires 2005 : 24 milliards d'euros - Résultat opérationnel 2005 : 7,3 milliards d'euros.

Dongfeng Motor, troisième constructeur automobile de Chine, n'en finit plus de grandir. Son bénéfice net a augmenté de 69% au premier semestre 2006, à 107,7 millions d'euros. Il est entré en bourse fin 2005. Chiffre d'affaires semestriel 2006 : 2,3 milliards d'euros - Résultat net semestriel 2006 : 107,7 millions d'euros

Haier. L'ex-PME d'Etat est devenue en vingt ans un géant de l'électroménager, pesant 10,3 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2005 contre 2,5 milliards pour le leader français Seb. - Chiffre d'affaires 2005: 10,3 milliards d'euros - Résultat net 2005: 23 millions d'euros

Sinochem, entreprise de chimie fondée en 1950, est contrôlée directement par l'Etat chinois. Elle peut se vanter d'être l'une des plus anciennes entreprises figurant au palmarès des 500 plus grandes entreprises du magazine Fortune. - Chiffre d'affaires 2005 : 16 milliards d'euros - Résultat net 2005 : 2 milliards d'euros

China Aviation Industry, l'un des leaders chinois de l'aérien (hélicoptères et jets) création de la société en 1999. En 2004, le chiffre d'affaires et les bénéfices ont respectivement augmenté de 28 et 32%. Entre 2004 et 2005, le bénéfice net de **Dassault Aviation** a lui diminué de 1%. Chiffre d'affaires 2004: 5,7 milliards d'euros - Résultat net 2004: 139 millions d'euros

Lenovo, micro- informatique. Possède des centres de recherche et de développement à **Shanghai** (Chine), à **Tokyo** (Japon) et à **Raleigh** (Caroline du Nord, Etats-Unis) ainsi que des bureaux d'études au Mexique, au Brésil, en Hongrie, en République Tchèque et en Inde. Ses centres d'assemblage sont actuellement concentrés en Chine, mais de nouveaux sites sont prévus. Celui de **Monterrey** (Mexique) qui ouvrira à la mi-2008 pourra produire jusqu'à 5 millions de PC par an destinés aux marchés des Amériques. Au troisième trimestre, une usine d'assemblage verra le jour à **Legnica** (Pologne) pour approvisionner l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient. Objectif : 2 millions de PC par an et jusqu'à 1 000 employés. En septembre dernier, une usine semblable a été ouverte à **Baddi** (Inde), employant 350 personnes pour une production annuelle de 2 millions de PC destinés au marché indien (données *Micro hebdo* n° 522)

ZPMC, premier producteur mondial de grues portuaires (2/3 du marché mondial). 30 000 salariés. 18 cargos de livraison. Chiffre d'affaire 2007 2,2 milliard d'euros. En 2007 remporte un contrat pour la livraison de 45 000 tonnes de structures d'acier pour la construction d'un pont suspendu dans la baie de San Francisco
Données *L'usine nouvelle* n°3101

RENFORCEMENT DES LIENS ENTRE L'IMPERIALISME RUSSE ET CHINOIS

Cet article a pour but d'examiner un aspect particulier des rivalités inter-impérialistes contemporaines. A l'instar de l'étude « Impérialisme et anti-impérialisme », il ne s'agit aucunement de nier l'existence d'autres puissants pays impérialistes (comme les USA, le Japon, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France, l'Espagne, l'Italie, etc.), mais d'insister sur l'émergence de nouvelles puissances impérialistes (au premier chef de la Chine), ainsi que sur leurs alliances avec d'autres puissances impérialistes 'secondaires' disposant de sphères d'influence commerciales et financières beaucoup moins étendues (comme la Russie).

Parmi ceux se réclamant de la pensée communiste, et même du marxisme-léninisme, il existe encore aujourd'hui beaucoup d'illusions non seulement sur le processus de restauration du capitalisme dans les ex-pays socialistes, mais aussi tout simplement sur l'analyse de l'évolution du rapport de force inter-impérialiste contemporain. Beaucoup continuent de perpétuer (plus ou moins ouvertement) les vieux schémas révisionnistes qui leur ont hier fait apporter aveuglément leur soutien à l'URSS social-impérialiste. Pour ceux-là, le principe simpliste selon lequel 'les ennemis de nos ennemis sont nos amis' se substitue en effet la plupart du temps à toute analyse matérialiste.

A l'heure où le prolétariat mondial est entouré de toutes parts de régimes bourgeois dont le dénominateur commun est l'hostilité à la révolution socialiste, les ennemis de nos ennemis ne sont donc pas forcément nos amis ! Ne pas voir les ambitions impérialistes de la bourgeoisie russe et surtout de la bourgeoisie chinoise, découvrir dans leurs frictions avec les autres puissances impérialistes — et en premier lieu l'impérialisme américain exerçant soi-disant son 'hégémonie' sur un 'monde unipolaire' — ne serait-ce qu'une parcelle 'd'anti-impérialisme', c'est renier l'analyse léniniste de l'impérialisme et se poser en néo-kautskistes.

Jamais l'impérialisme n'a été 'unipolaire' (sinon dans la tête des kautskistes et des trotskistes qui nient le développement inégal et par bonds). Le terme 'impérialisme' n'est en effet qu'un raccourci désignant le système mondial de l'impérialisme. Ce système comprend une poignée de nations capitalistes exploitant des pays coloniaux et semi-coloniaux. Dans ce système se côtoient coopération (par exemple l'impérialisme israélien aux ordres de l'impérialisme américain dont il défend les intérêts au Moyen-Orient) et rivalités. Ces dernières s'exacerbent quand le rapport de forces inter-impérialiste se transforme : déclin commercial et financier des uns, essor des autres.

Or aujourd'hui, une étude de l'évolution de ce rapport de forces prouve que l'économie de l'ensemble des vieux pays impérialistes est en déclin, bien qu'à des degrés divers, parfois de manière relative (Allemagne, Japon), parfois de manière absolue (baisse de la production industrielle aux USA et spectre de la récession), et ce au profit quasi-exclusif de l'impérialisme chinois qui conquiert toujours davantage les débouchés de ses concurrents, tant les débouchés commerciaux (37 % de la production d'acier mondial en 2007) que financiers (elle détient des centaines de milliards de dollars de bons au trésor américain et des dizaines de milliards d'IDE,

notamment vers les pays semi-coloniaux riches en matières premières — à destination de 'l'atelier du monde impérialiste'), tout en menaçant à court-moyen terme leur derniers domaines d'exclusivité (industries de hautes technologies : TGV, avions de ligne, voitures d'exportation, aérospatiale, ect, dans les quelques années à venir) ; d'où l'accroissement des contradictions socio-économiques au sein même des vieux pays impérialistes où la bourgeoisie est contrainte de remettre en cause les 'acquis sociaux' (flexibilité, retraites, éducation, sécurité sociale) provenant de l'exportation des capitaux, tout en préparant les guerres inter-impérialistes de demain. Aujourd'hui pour l'impérialisme français et ce depuis 2004, le solde de la balance courante des paiements — c'est-à-dire le solde du commerce international et des IDE —, est négatif, d'où le triomphe de la ligne atlantiste prête à suivre l'impérialisme américain dans un repartage militaire des sphères d'influence. Même les pays ateliers semi-coloniaux concurrents ne sont pas épargnés. Ainsi, dans l'industrie textile dont le volume des ventes est resté à peu près stable, les importations chinoises se substituent de plus en plus à celle du Maghreb, de l'Europe de l'Est et de la péninsule indienne.

Il est donc 'naturel' que les pays impérialistes dont le déclin est le plus avancé, recourent aujourd'hui aux méthodes de repartage non-pacifiques pour tenter de freiner (ou d'inverser) le repartage pacifique des sphères d'influence pour l'exportation de marchandises et de capitaux. Les marxistes-léninistes peuvent-ils faire autre-chose que 'déclarer la guerre à cette guerre', c'est-à-dire ne soutenir aucun des blocs impérialistes concurrents (quand bien même ils usent des méthodes semi-coloniales pacifiques en arborant un masque pseudo-progressiste qui parvient à séduire les cliques bourgeoises-compradore de certains pays semi-coloniaux rêvant de non-alignement — chose aisée pour un pays impérialiste dynamique comme la Chine), et profiter de tout conflit inter-impérialiste pour réitérer les enseignements de la révolution socialiste d'Octobre 1917 ? (Transformer la guerre inter-impérialiste de rapine en guerre civile contre les exploités de l'intérieur). Toute autre ligne politique n'est-elle pas du kautskisme ?

On ne peut jamais combattre un impérialisme en s'appuyant sur un autre. L'impérialisme est plus que jamais le capitalisme pourrissant, la dernière étape précédent la révolution sociale.

Quand on parle de l'impérialisme, il faut donc d'abord rappeler que l'impérialisme, ce n'est pas seulement la politique coloniale agressive des puissances impérialistes en déclin. L'impérialisme n'est pas non plus réduit à l'exportation de capitaux, surtout depuis la transformation de nombreux pays semi-coloniaux et coloniaux en pays ateliers fournissant les métropoles impérialistes en biens de consommation courante (processus généralisé à partir des années 1970 dans la sphère d'influence des pays impérialistes concurrents du social-impérialisme soviétique). L'impérialisme, c'est aussi l'exportation de marchandises (et de services). Ainsi le déclin commercial de pays impérialistes comme les USA et le Royaume-Uni est un facteur majeur de leur affaiblissement économique général. Il suffit aussi de rappeler que pour un pays impérialiste comme l'Allemagne, l'exportation de marchandises a généré près de 6,5 fois plus de revenus que l'exportation de capitaux en 2006. Il faut également souligner que l'exportation de capitaux peut revêtir la forme d'IDE, mais pas seulement. En effet, pour certains pays impérialistes (comme le Japon, l'Allemagne et la Chine) qui se portent massivement acquéreurs d'emprunts et d'obligations d'Etat émises par les pays impérialistes les plus en déclin (comme les USA et le Royaume-Uni), afin de financer le déficit du compte courant de leur balance des paiements, les IDE représentent une faible part du total des revenus des investissements. Depuis 2005, le solde positif des revenus de ce

type d'investissements est supérieur au solde négatif des revenus des IDE, faisant de la Chine un pays impérialiste puissant sur le plan commercial, mais aussi financier. Ainsi, en 2006, l'impérialisme chinois a retiré de l'exportation de capitaux des revenus équivalents à près des deux-tiers de ceux de l'impérialisme français et près du quart de ceux de l'impérialisme américain.

On ne peut pas s'appuyer sur des puissances impérialistes montantes comme la Chine (et à un degré moindre la Russie) que l'on fait passer pour des facteurs de 'progrès' et de 'paix' pour lutter contre d'autres puissances impérialistes réputées agressives comme l'impérialisme américain dont la débâcle économique est chaque jour plus évidente.

En quoi l'impérialisme chinois est-il un facteur de progrès social ou de paix ? Voyons l'appréciation portée par des politiciens bourgeois chevronnés sur la situation de la Chine dans un rapport sénatorial de la délégation de la mission d'information (comptant 11 sénateurs délégués par la commission des Affaires économiques du Sénat en septembre 2005, n°307, présenté et approuvé le 11 avril 2006.). Ce rapport souligne d'abord le « paradoxe politique surprenant » « de la croissance chinoise » : « la Chine est un des pays les plus libéraux du monde sur le plan économique mais il est aussi un de ceux comptant parmi les plus autoritaires sur le plan politique ». Les politiciens bourgeois, peuvent bien feindre de trouver 'paradoxal' le lien entre le capitalisme et la réaction politique, ils n'en révèlent pas moins eux-même le caractère de classe de la dictature exercée par l'Etat chinois : en effet le rapport remarque que « les chefs d'entreprise » sont « intégrés dans le Parti ». C'est pourquoi « le PCC ne paraît plus guère être qualifié de communiste » : « l'un des plus importants milliardaires de Hong Kong fait maintenant partie du Comité central ».

Pour les auteurs du rapport, bien que des inégalités sociales considérables se creusent, « toutes les couches de la population paraissent bénéficier des retombées du développement », et de ce fait la contestation politique est dans l'ensemble faible, malgré la répression quotidienne de centaines de mouvements sociaux de protestation ruraux et urbains (ouvriers en grève pour leurs conditions de travail, travailleurs licenciés, pression fiscale, spéculation immobilière, ect.). En bref, « le régime en place apparaît solidement établi », d'autant plus que le PCC cherche à mobiliser les masses et à exacerber les sentiments nationalistes, non seulement à travers le rayonnement économique, mais aussi spirituel (question du rattachement de Taïwan, Jeux Olympiques de Pékin, conquête de l'espace, etc.).

Le rapport note ensuite que cette croissance « s'est construite essentiellement sur les exportations et les investissements liés aux exportations ». Ce « formidable élan économique est alimenté par un coût très faible de la main d'œuvre » — 300 heures mensuelles pour 100 euros. Et effectivement en 2004, les entreprises à capitaux étrangers assuraient 30 % de la production industrielle et 55 % des exportations. Le stock des IDE entrants se montait alors à 500 milliards de dollars. Le rapport souligne que de nombreux secteurs dits « stratégiques » sont interdits aux investisseurs étrangers.

En outre, aucun contrat important ne peut être signé sans transfert de technologie. Aussi, pour la direction d'Alstom, il s'agit de « bien séquencer » ce transfert afin de « conserver une avance technologique » en utilisant l'argent gagné avec ces transferts « pour la recherche ». Cette nécessité stratégique mise en avant par l'impérialisme français est soulignée par le rapport d'autant plus au regard de l'importance des réserves financières chinoises « estimées à plus de 700 milliards

de dollars US », qui donne les moyens à l'impérialisme chinois de « conquérir des parts de marché par l'acquisition d'entreprises étrangères ».

Le rapport souligne qu'un « gigantesque marché intérieur » est « en voie de constitution » : Outre une grande bourgeoisie disposant de revenus très importants et consommant des produits de luxe, se constitue une « classe moyenne » comptant environ 150 millions de personnes disposant d'un revenu annuel entre 3000 et 6000 dollars. Seuls 40 millions de ménages chinois ont un revenu annuel supérieur à 6000 dollars. (la Chine comptait un parc de 30 millions d'automobiles en 2005). Le revenu par tête rural est trois fois moindre que le revenu urbain. Les sept régions côtières comptant moins de 30 % de la population contribuaient à près de 50 % du PIB et à 80 % des exportations.

Durant la période 1990-1999, le revenu des 1 % les plus riches a progressé annuellement de 11 % contre moins de 5 % pour les 50 % les plus pauvres, et 3 % pour les 1 % les plus pauvres. Selon les chiffres officiels, la croissance n'a pas suffi à empêcher la hausse du chômage urbain qui est passé de 2,5 à 4,3 % durant la période 1990-2003. Ce taux ne prend pas en compte le chômage et le sous emploi massif dans les campagnes, ni les dizaines de millions d'emplois urbains informels.

Voici quelques éléments illustrant les beautés du « socialisme à la chinoise ».

Le cas de la Russie est également intéressant. Etudions les statistiques –tableau 1– relatives au solde de la balance des biens (formée essentiellement par les importations et les exportations de marchandises), au solde de la balance des services, au solde des revenus des investissements (c'est-à-dire l'exportation de capitaux) et au solde de la balance du compte courant de la balance des paiements (faisant la synthèse de ces paramètres).

<i>Soldes</i>	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Compte courant	-1,2	2,6	7,8	7,0	10,8	-0,1	0,2	24,6	46,8	33,9	29,1	35,4	59,5	84,4	95,3
Biens	—	—	16,9	19,8	21,6	14,9	16,4	36,0	60,2	48,1	46,3	59,9	85,8	118,4	139,2
Services	—	—	-7,0	-9,6	-5,4	-5,9	-4,1	-4,3	-6,7	-9,1	-9,9	-10,9	-12,7	-13,9	-13,8
Investissements	—	—	-1,7	-3,1	-5,0	-8,3	-11,6	-7,9	-7,0	-4,4	-6,8	-13,0	-12,5	-17,8	-24,2
IDE	—	—	0	-0,1	-0,1	-0,9	-0,8	-0,6	-0,8	-0,9	-2,3	-6,2	-4,0	-11,4	-21,2

Russie – tableau 1

Les IDE constituent ici la partie majeure des investissements. Durant la période 2000-2006 le stock d'IDE de la Russie (entrées) est passé de 32,2 à 197,7 milliards de dollars tandis que son stock d'IDE (sorties) est passé de 20,1 à 156,8 milliards de dollars. L'impérialisme russe est donc relativement faible sur le plan des investissements puisque l'exportation de capitaux ne lui permet pas de compenser les intérêts payés au Capital étranger pour le stock des IDE entrants.

Comme on le voit, l'impérialisme russe s'appuie essentiellement sur sa puissance commerciale. La part des matières premières et des produits énergétiques dans la structure des exportations russes était de 75 % en janvier 2008. Depuis 1999, le solde positif de la balance des biens ne cesse de se renforcer au point d'aboutir à un solde largement positif du compte courant de la balance des paiements. Le confortable excédent commercial des années 1999-2006 a bien sur des répercussions importantes sur l'économie russe dont les dirigeants politiques remarquent

avec bonheur que sa croissance dépend bien plus des marchés pétroliers que de la conjoncture de récession des marchés boursiers. Ainsi dès 2007 a été instaurée une prime de maternité de plus de 7000 euros par naissance indexée sur l'inflation, afin d'essayer de ralentir la catastrophique érosion démographique.

L'Agence internationale de l'énergie estime les réserves de pétrole de la Russie à environ 15 % des réserves mondiales. La production de pétrole russe a augmenté de 6,2 à 7,6 millions de barils par jour durant la période 1998-2002. En 2002, la Russie était déjà le deuxième exportateur mondial de pétrole derrière l'Arabie Saoudite. En 2007, elle restait le deuxième exportateur avec 7,0 millions de barils par jour derrière l'Arabie Saoudite (7,9) mais largement devant les Emirats Arabes Unis (2,5).

En 2005, la Chine était le deuxième consommateur mondial de pétrole, mais elle n'a produit que 60 % du pétrole qu'elle a consommé. La Chine a importé près de 13 millions de tonnes de pétrole russe, soit plus de 10 % de ses importations.

Durant la période 2003-2007, les exportations chinoises sont passées de 5,8 à 12,2 % des importations russes, tandis que les exportations russes sont passées de 6,2 à 4,5 % des importations chinoises. Malgré la hausse quantitative des échanges bilatéraux, il n'y a pas eu de modification qualitative de la structure de ces échanges. Bien au contraire la part des matières premières et des produits énergétiques dans la structure des exportations russes n'a fait qu'augmenter. Ainsi l'exportation d'équipement russe à destination de la Chine est passée de 29 à 1 % de la production russe exportée. A l'inverse, durant la période 2001-2007 l'exportation des biens d'équipement est passée de 11 à 30 % dans la structure des exportations chinoises vers la Russie.

Le solde du commerce extérieur est désormais positif en faveur de Pékin. Cependant rien d'inquiétant pour l'impérialisme russe qui dispose encore d'un excédent commercial confortable : en janvier 2008, le solde du commerce extérieur russe a été positif à hauteur de 19,9 milliards de dollars, contre 11,5 milliards de dollars en janvier 2007.

Les hydrocarbures d'abord, les armes ensuite, voilà à quoi on peut résumer la structure des exportations russes. Les exportations d'armement russes (chasseurs, hélicoptères, tanks, camions lance-missiles, défense anti-aérienne, construction navale, etc.) sont passées de 5 et 6 milliards de dollars entre 2006 et 2007. Les deux premiers clients sont l'Inde et la Chine. D'autres pays comme l'Algérie, le Venezuela ou la Malaisie comptent parmi les bons clients. L'industrie russe de l'armement part aujourd'hui à la (re-)conquête du marché mondial et conquiert de nouveaux clients : l'Indonésie, la Syrie et même l'Arabie Saoudite, jusqu'alors client inconditionnel des USA.

Fin mai 2008, durant le passage de Medvedev à Pékin, les deux parties ont communiqué sur la signature d'un accord nucléaire prévoyant la livraison d'uranium russe et la poursuite de la construction d'une usine d'enrichissement d'uranium en Chine pour un coût de plus d'un milliard et demi de dollars. En septembre 2007, la première tranche de la centrale nucléaire de Tianwan, construite en partenariat avec la Russie, avait été mise en service. « L'énergie est la composante clé du dialogue russo-chinois », a indiqué la partie russe. La Russie s'est également prononcée en faveur de l'intensification de la coopération en matière d'investissement avec la Chine. De son côté, en 2006, le ministère chinois du commerce avait affiché comme objectif d'investir 12 milliards de dollars en Russie d'ici 2020 dans le secteur énergétique. En 2007, les IDE chinois en Russie se sont montés à 1,4 milliards

de dollars, contre seulement 0,6 milliards de dollars pour les IDE russes en Chine.) A la même occasion, l'avionneur russe Sukhoï a affirmé vouloir coopérer avec la Chine dans la construction d'avions civils en vue de « créer un produit qui soit compétitif sur le marché mondial ».

En avril 2006 a débuté la construction de l'oléoduc Sibérie orientale/Pacifique dont une branche doit approvisionner la Chine. Les sociétés pétrolières russe Transneft et chinoise CNPC coopèrent à la construction de cette branche qui aura une capacité initiale de 15 millions de tonnes par an, capacité qui sera doublée quand le système fonctionnera à plein rendement.

Durant la période 1999-2006, le volume du commerce russo-chinois a augmenté annuellement de près de 29 %. En 2007, la Chine était le troisième partenaire commercial de la Russie, et cette dernière le septième partenaire commercial de la Chine. Ce n'est pas pour rien si la Chine a été la première destination de la tournée du nouveau président russe. L'essentiel des exportations chinoises vers la Russie est constitué par les biens d'équipements (vêtements) ainsi que les machines et les produits électroniques, tandis que l'essentiel des importations chinoises provenant de Russie est constitué par le pétrole, les minerais, les métaux (aluminium), le bois.

En août 2007, le ministère chinois du commerce a fait savoir au cours d'un forum russo-chinois sur la coopération automobile à Harbin, que le commerce bilatéral russo-chinois se monterait certainement à au moins 40 milliards de dollars pour l'année 2007. Il prévoyait de porter ce chiffre à 60-80 milliards de dollars d'ici 2010. Quelques mois plus tard, à l'heure des comptes, le volume du commerce bilatéral s'est monté à 48 milliards de dollars en 2007, contre un peu plus de 28 milliards de dollars l'année précédente.

Le principal facteur de l'augmentation du volume des échanges a été l'accroissement des importations russes en provenance de Chine qui se sont montées à 28,5 milliards de dollars, (soit une augmentation de 80 % par rapport à 2006), contre seulement 19,7 milliards de dollars pour les exportations russes vers la Chine (soit une augmentation de 12 % par rapport à 2006).

Au premier semestre 2007, la Chine exportait ses voitures vers 177 pays. Son premier client était la Russie avec près de 40 000 voitures exportées pour un montant de près d'un demi milliard de dollars.

Les relations sino-russes au beau fixe, ainsi en mars 2008, le ministre chinois des affaires étrangères a félicité Medvedev pour son élection, non sans saluer la contribution « éminente » de Poutine à l'essor des échanges bilatéraux, avant de conclure que la Russie et la Chine devraient renforcer leur coopération sur la scène internationale. Il est hors de doute que l'impérialisme russe a largement bénéficié du gargantuesque appétit énergétique induit par la croissance de l'économie chinoise. Les besoins énergétiques croissants de l'impérialisme chinois contribuent en effet à sécuriser les revenus pétroliers dont les bas cours des années 1986-1999 — 20 dollars le baril en 1986 contre plus de 40 dollars en général pour les années 1973-1985 —, avaient précipité l'effondrement du social-impérialisme soviétique (alors que le coût de production d'un baril est proche d'un dollar dans certains gisements du Moyen-Orient, il est de l'ordre de 14 dollars en Russie). Pour l'impérialisme russe, la naissance d'un nouvel ordre impérialiste contemporain est donc plutôt vue d'un bon œil.

Rien d'étonnant donc à ce qu'en mars 2008, les ministres de la défense russe et chinois aient fait connaître leur volonté de renforcer leur coopération militaire, qui

avait déjà débouché en 2007 à des manœuvres 'anti-terroristes' conjointes dans l'Oural. De même, en février 2008, la Russie et la Chine ont présenté à l'ONU un projet de traité international interdisant le déploiement de tout type d'armes dans l'espace extra-atmosphérique. Ce projet a évidemment été rejeté par les USA qui ont relancé leur projet de bouclier anti-missile national.

Si le 9 juin 2008, le ministre russe des Affaires étrangères s'est opposé aux déclarations du vice-premier ministre israélien qui estimait inévitable et imminente une frappe militaire contre l'Iran, il ne faut pas se laisser tromper par le caractère de cette opposition : l'Iran est dotée de très importantes réserves pétrolières (10 % des réserves mondiales) et il est hors de question pour de nombreux concurrents de l'impérialisme américain, que ce dernier puisse s'approprier ce gâteau par la force ! C'est pourquoi l'impérialisme russe en a appelé au respect de la charte de l'ONU, reformulant le rêve kautskiste de la possibilité du règlement pacifique « des problèmes internationaux » sous l'impérialisme... Le 31 mai 2008, Poutine avait affirmé être « contre » la possibilité que l'Iran se dote de l'arme nucléaire. Et s'il a admis parfaitement justifié le développement de la filière nucléaire civile dans les « pays émergents », c'est à la condition que ces pays ne maîtrisent pas les processus technologiques permettant de développer le nucléaire à des fins militaires : pour lui, la solution est donc que « l'enrichissement de l'uranium se fasse dans des pays au-dessus de tout soupçon », possédant déjà l'arme nucléaire... Ainsi les pays impérialistes fourniront l'uranium enrichi destiné aux centrales et retraiteront le combustible usagé ! Beaux débouchés en perspective !

Si l'on observe de manière évidente un rapprochement étroit de Moscou et Pékin, il ne faut pas cependant perdre de vue que ce rapprochement dépend de la marche des affaires, et que les alliances se noueront et se dénoueront en conséquence. Moscou tend la main à tous ceux qui font les yeux doux à son pétrole.

Ainsi, depuis quelques années la question des îles Kouriles n'envenime plus les relations économiques et commerciales entre le Japon et la Russie, le Japon convoitant le pétrole russe. En février 2007, le stock des IDE japonais en Russie se montait à 2,5 milliards de dollars. Durant la période 2003-2006 le volume des échanges bilatéraux est passé de 6 à près de 14 milliards de dollars.

A la fin mai 2008, durant leur visite à Berlin, les délégués de l'impérialisme russe ont exposé aux dirigeants de l'impérialisme allemand leurs ambitions dans le secteur de l'aéronautique civile. La Corporation aéronautique unifiée russe, qui réunit une vingtaine de grandes sociétés (dont Sukhoï, MiG, Tupolev et Iliouchine), s'est fixée pour objectif de concurrencer Boeing et Airbus d'ici une décennie. Le consortium russe comptait alors déjà 73 commandes fermes de son nouveau moyen courrier Superjet-100 dont il espère doubler les commandes cette année. L'impérialisme russe, mangeant à tous les rateliers et profitant du boom des revenus des exportations pétrolières, semble ainsi reprendre du poil de la bête et prétend à nouveau jouer un rôle international de premier plan, ce dont témoignent également les événements récents dans les balkans. (1)

Bref, entre la Russie et surtout la Chine, que l'avenir s'annonce difficile pour les pays impérialistes occidentaux !

(1) et plus récemment dans le Caucase. (ndlr)

V.G. — 13/06/2008